



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/L-affairisme>

L'affairisme

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1989 - N° 877 - avril 1989 -

Date de mise en ligne : vendredi 15 mai 2009

Date de parution : avril 1989

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Après les milliers d'articles de journaux et les centaines d'heures de radio ou de télévision consacrées aux "affaires", il peut paraître assez présomptueux de notre part d'ajouter cette chronique au flot qui se déverse. D'autant plus que les choses sont loin d'être terminées au moment où nous écrivons. Pourtant nous essaierons ici de mettre l'accent sur des idées qui ont été peu développées ou qui ont pu échapper, au milieu de cette surabondance qui confine à la désinformation.

Définitions

Il nous semble de bonne méthode de commencer en rappelant quelques définitions du Larousse :
"...Affaire ; Tout ce qui est l'objet d'une occupation, qui concerne quelqu'un, qui lui convient ou lui cause des difficultés ; affaire importante, affaire d'argent. Entreprise commerciale ou industrielle : lancer, gérer une affaire.
Pluriel : activité commerciale, industrielle, financière ; être dans les affaires... homme, femme d'affaires.
Affairisme : tendance à tout subordonner aux affaires d'argent.
Affairiste : homme ou femme d'affaires peu scrupuleux.."

Notons seulement pour l'instant qu'en bon français, affaire désigne des activités, honorables ou non, et que ses dérivés tendent vers le péjoratif.

"..Initiation ; action de donner à quelqu'un la connaissance de certaines choses qu'il ignorait. Dans les sociétés non industrielles, ensemble de rites, de sélection ou de recrutement de privilégiés en vue de les introduire dans un groupe fermé comme une classe d'âge, une catégorie sociale, etc... aujourd'hui ensemble de cérémonies introduisant une personne dans des sociétés secrètes.
Initié : qui a reçu une initiation, instruit d'un secret, d'un art..." Ainsi serait coupable de délit d'initié celui qui aurait reçu une formation et serait détenteur d'un secret qu'il utiliserait mal. Ce délinquant se servirait donc par exemple d'informations non publiques pour acheter ou vendre des valeurs boursières.

C'est à peu près la définition de la loi française. Par contre, aux Etats-Unis, on semble privilégier la manière délictueuse dont la nouvelle aurait été obtenue, plutôt que son utilisation. C'est qu'en effet, le fonctionnement même du marché suppose qu'il existe des opérateurs mieux informés ou plus intelligents (?) ou plus intuitifs que d'autres pour acheter à temps, c'est-à-dire au plus bas et revendre au plus haut.

L'on voit bien déjà la menace se préciser : ce jeu ne serait-il pas intrinsèquement pervers donc nécessaire et même parfois criminel, par nature ? Car enfin, dans la position américaine, il y a une faille : et si les informations dont il s'agit n'avaient été ni volées, ni extorquées ? Or sont les affaires et les affairistes ?

Internationalisme

Les Français seraient-ils plus malhonnêtes que d'autres ? Leurs institutions seraient-elles des passoires dont se joueraient les délinquants en col blanc ? C'est ce qu'une certaine politique voudrait accrédiéter. Pour de bonnes raisons. D'abord beaucoup d'ultra libéraux, des deux côtés de la Manche ou de l'Océan qui n'ont jamais admis qu'un parti dit socialiste, même mou, parvienne au pouvoir, aimeraient bien le discréditer. Dans son éditorial des 20-21 janvier, le "Wall Street Journal" s'inquiète que les "jeunes radicaux de la SEC aiguisés par des hommes clés du Congrès qui courent à travers le monde tout en désstabilisant des gouvernements amis" aient mis en péril les relations franco-américaines. L'on peut donc se demander si le coup ne vient pas principalement des Etats-Unis. En ce cas, il aurait manqué son objectif, car l'opinion publique ne semble pas faire porter sa

d'approbation sur un parti plutôt que sur un autre. D'autres, surtout en France, essaient de nous faire croire que l'économie mixte, en fait pas entièrement capitaliste, serait en cause. Personne n'en croit rien. La seule différence entre la privatisation et le dilapidement d'initiés qui atteint des personnes proches du P.S. est que dans le premier cas, le cadeau est direct.

Il faut aussi regarder ailleurs : au Japon, Recuit-Cosmos qui a entraîné la démission du Ministre des finances, M. Miyazawa et a déclassé toute la classe politique ; en Suisse, Shakarchi qui a provoqué la démission du Ministre fédéral de la Justice, Mme Kopp ; en Grèce, affaire Koskotas ; aux Etats-Unis même où les affaires se sont multipliées ces dernières années : Boesky, Levine, Siegel, Wigton et où elles ont mis en cause non seulement ces financiers, idoles de Wall Street, mais aussi leurs firmes de courtage elles-mêmes : Drexel Burnham Lambert et Kidder Peabody auparavant au-dessus de tout soupçon. Le mal est donc profond et, comme le chômage, il atteint tous les pays capitalistes. "Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés" (La Fontaine). Ceux qui essaient de démolir le socialisme à travers certains hommes qui ont pu faillir, feraient bien de se méfier. Et si l'opinion couvrirait que c'est aussi le système qui est en cause et se convainquait qu'il faut en changer ?

Les fausses solutions

La sortie du système des prix-salaires-profits étant impensable pour certains horrifiés par une telle perspective qui leur est proprement inimaginable, il faut bien rechercher des solutions boiteuses ou seulement retardatrices. "... L'argent avant même d'être corrompueur est l'instrument indispensable de toute économie d'échange, c'est-à-dire de toute économie capitaliste et progressive..." écrit Paul Fabra. Sauf sur le dernier adjectif, nous sommes bien d'accord.

Le Président de la République trouve les mêmes accents pour qualifier l'argent de poche, suspect, baladeur, corrompueur, spéculatif. Il feint de nous faire croire à une découverte et essaie de nous assurer qu'il n'est pas responsable des agissements de ses amis. C'est vrai, mais ces derniers auraient-ils été impliqués dans les affaires s'ils n'étaient connus comme des proches ? Les relations ont toujours été à l'origine des bêtises en Bourse. Elles ne sont ni plus ni moins coupables venant de la droite ou de la gauche. Le Président et les responsables du P.S. en abandonnant leur promesse de rupture avec le capitalisme ont choisi les turpitudes qui les assaillent maintenant.

La plupart des pays européens se sont dotés d'agences gouvernementales ou bancaires en vue de contrôler les marchés. Aux Etats-Unis, la Securities Exchange Commission (SEC) est un organisme indépendant qui rend compte au Congrès. Le pouvoir de sanction de ces institutions est faible et en général les dossiers les plus brûlants sont mis dans les mains des autorités de justice qui sont peu formées sur ces questions. Sur douze affaires, dont six dilapidations d'initiés, transmises au Parquet par la Commission des Opérations de Bourse (COB) entre novembre 1983 et janvier 1988, deux ont été classées sans suite et pour les autres, des enquêtes préliminaires ou informations sont en cours. "... Personne, jusqu'à ce jour, n'a été condamné devant une juridiction américaine pour le seul dilapidement d'initiés proprement dit...". Les preuves de dilapidement s'évanouissent d'ailleurs dans les paradis financiers lointains comme les îles Caïmans et Anguilla ou proches comme le Luxembourg, le Liechtenstein et la Suisse.

Pierre Bérégovoy envisage d'accroître les pouvoirs de la COB en lui donnant notamment la possibilité d'ester en justice directement. Mais le dilapidement d'initiés, punissable selon une loi de décembre 1970, modifiée le 22 décembre 1988, n'entraîne qu'une amende de 6.000 F. à 5 MF ou une peine de prison de deux mois à deux ans. Encore que les sanctions maximales n'aient, à notre connaissance, jamais été infligées, elles sont trop faibles pour être dissuasives en face des possibilités de gain. En fait, les opérations d'initiés sont commises de manière permanente et ceux qui les commettent échappent en général aux sanctions. Aggraver celles-ci n'y changerait rien.

Admettre ce que l'on ne peut empêcher

La question reste lancinante : est-ce que le mécanisme boursier lui-même ne suppose pas des opérateurs plus ou moins bien informés ? On peut en effet se demander si, dans ces conditions,

l'information privilégiée est bien un délit. Dans un système ultra libéral, ce crime n'en serait plus un et, au contraire, il pourrait être toléré, admis et même encouragé. Ainsi, le nombre des OPA étant appelé à augmenter en même temps que la restructuration de l'industrie européenne, celles-ci pourraient continuer à doper les valeurs mobilières. François Mitterrand met "en garde les Français contre la manie des OPA, le gangstérisme et la loi du plus fort" : On voit l'apparaître le nationalisme et le protectionnisme qui touchent tous les pays lorsque les entreprises importantes sont menacées par des capitaux dits étrangers. Même la Belgique et surtout la Grande-Bretagne soi-disant libérales, agissent ainsi. Si les opérations d'initiales étaient peu ou pas réglementées, le marché serait plus efficace et plus juste puisque les cours reflèteraient toutes les informations publiques ou confidentielles, explique un professeur d'économie. Certains pensent que ce serait aux sociétés elles-mêmes de fixer le rôle du jeu. Elles pourraient même communiquer à leurs employés des éléments plus ou moins secrets et leur permettre d'en profiter. Mais d'autres affirment que cela réduirait la rentabilité exigée par les actionnaires..

En fait, que ce soit pour les opérateurs ou pour ceux qui sont ou seraient censés les surveiller, l'idéal serait la constitution d'un logiciel informatique permettant de suivre "en temps réel" toutes les données sur l'évolution des marchés. Ce système est en cours de constitution à Wall Street. Attention alors, n'a-t-on pas déjà accusé les ordinateurs d'avoir contribué à amplifier le krach d'octobre 1987 ?

Financement de la politique

Toutes les manœuvres plus ou moins frauduleuses n'ont pas principalement pour objet, au moins en France, l'enrichissement personnel des individus. Nous ne le répéterons jamais assez, le financement des partis reste caché. Tous les grands scandales, depuis le trafic des piastres jusqu'à l'affaire Luchaire, de la mort de Boulin à celle de Fontanet, des diamants aux avions renifleurs, pour ne parler que de l'après-guerre, sont liés au coût de plus en plus élevé des partis. Au cours de la dernière campagne présidentielle, il a été dépensé plusieurs dizaines de milliards de francs. Où ont-ils été pris ? Sans parler des élections législatives, cantonales et municipales. Le fonctionnement normal des partis :

paie des permanents, organisation des congrès, des grandes réunions publiques, administration, courrier, déplacements, etc.. coûte très cher. Mais ce qui dépasse tout et pourrit tout, c'est la publicité : affiches, missions payées, tracts, journaux de toutes sortes, sont ruineux. L'argent de la politique comme celui de la télévision, se retrouve en grande partie dans la poche des publicitaires et à l'actif des agences de publicité. Voilà les vrais corrupteurs. La dernière loi sur le financement des partis ne couvre que les législative et présidentielle. Elle assure la transparence de certaines dépenses mais ne fixe pas de plafond ! Quant aux dépenses des municipales, il faut bien les payer par des fausses factures, voir celles du sud-est, ou les 5% que les adjudicataires des travaux versent couramment aux amis de tous les partis comme dans une vulgaire contrée du tiers-monde. Ces besoins d'argent obligent les hommes politiques à adopter les méthodes et à fréquenter les spécialistes : pas ceux du centre, mais ceux du milieu.

Bien entendu, une monnaie qui s'éteindrait au premier achat ne pourrait être salie. En attendant, François Mitterrand et Pierre Bérégovoy s'achinent à sauver le "capitalisme populaire" cher à Edouard Balladur et à Guy Sorman. Nous commencerions à y croire si les vrais délinquants étaient condamnés, en admettant qu'ils soient découverts, à des peines aussi sévères que celles infligées aux cambrioleurs de haut vol. En tenant compte que ces derniers gagnent peut-être autant, mais risquent souvent leur vie. Et maintenant, répétons avec Victor Hugo, dans Ruy Blas :

"..Bon appétit, Messieurs ! À ministres intègres

Conseillers vertueux ! Voilà votre faison

De servir, serviteurs qui pillent la maison.."

Il faut moraliser la Bourse, paraît-il, cela ne vous rappelle-t-il pas ceux qui prétendaient et prétendent encore moraliser la guerre ?